

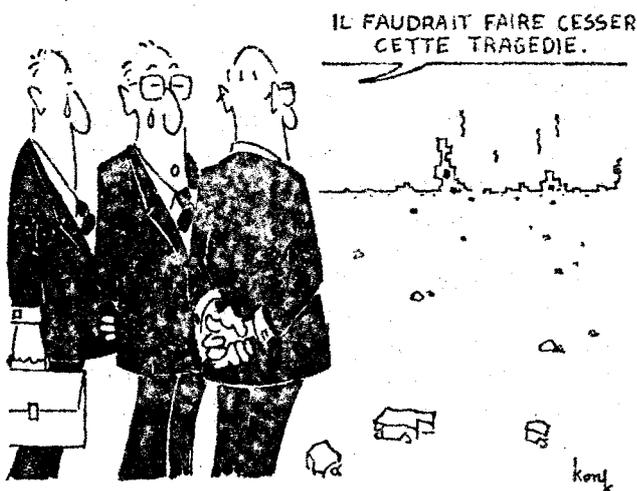
ALARME ^{4^F} N° 9

Organe du **F**erment **O**uvrier **R**évolutionnaire en France

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSONS-NOUS,
SUPPRIMONS LES ARMÉES, LES POLICES, LA PRODUCTION DE GUERRE,
LES FRONTIÈRES, LE TRAVAIL SALAIRE!
ARMES, POUVOIR, ÉCONOMIE AU PROLETARIAT!

BOLOGNE

NI FASCISME NI ANTI-FASCISME:
LUTTE DE CLASSE



L'HYPOCRISIE
CAPITALISTE

A Bologne il y a eu, comme chacun le sait un attentat causant la mort de 80 personnes. Bien que l'attentat ne soit pas revendiqué celui-ci est attribué au terrorisme noir c'est-à-dire aux fascistes néo-nazis. Horreur et indignation en Italie et dans le reste du monde. Le spectre du néo-nazisme est arboré comme épouvantail face au "citoyen honnête et responsable" prêt à gober tout ce qu'on lui dira pourvu que sa petite vie misérable ne soit pas molestée par des événements extra-ordinaires.

Qu'un tel attentat provoque du dégoût et horrifie par sa bestialité n'a rien de criticable, ce qui par contre est abject, ce sont toutes les forces "démocrates" qui crient au scandale appelant le troupeau à bestiaux sur lequel elles exercent encore une certaine influence, à manifester pour montrer au néo-nazisme qu'il ne passera pas. Quel courage nom de dieu ! Mis à part le fait qui est incontestable : attentat à la bombe provoquant presque une centaine de morts dans la gare de Bologne, qu'est-ce qui se cache réellement derrière tout le fatras publicitaire fait autour de cet événement par toutes les forces populaires, démocrates, anti-fascistes, pro droit de l'homme, humanitaires, religieuses... , nous en passons et des meilleurs.

Encore une fois on veut nous faire avaler la pilule stimulante de la lutte contre le fascisme, la lutte de classe étant assimilée à la lutte de la démocratie (le bien) contre le fascisme ou le totalitarisme (le mal). La démocratie étant résumée par les sacro-saints droits de l'homme chacun s'en fait le garant défenseur, de Brejnev en passant par Giscard et ... Pinochet (et oui ce vilain "fasciste"!) qui met en prison "ceux qui portent atteinte aux droits de l'homme et du citoyen" dans son pays. Et tous ces Etats démocrates, populaires, socialistes, ainsi que leurs défenseurs à appui critique ou inconditionnel voient gonfler dans leurs veines l'esprit sain et pieux de l'indignation alors qu'ils sont tous directement ou indirectement plongés dans tout un tas de crimes plus horribles les uns que les autres ... ne serait-ce que parce-qu'ils défendent tous la dictature du capital sur le travail, l'aliénation sur le libre épanouissement de chacun, le profit au détriment de la satisfaction des besoins.

Les 80 morts causés par l'attentat ne font que s'inscrire dans la longue liste des victimes du capitalisme mondial et ce indépendamment du fait que ce dernier peigne sur sa bannière les mots démocratie, peuple ou socialiste. Les néo-nazis contre lesquels il est si aisé de s'indigner n'ont rien à envier par leur bestialité aux actuels dirigeants qui perpétuent leurs crimes en pleine légalité. Voilà la différence réelle entre le terrorisme étatique et le terrorisme minoritaire et plus ou moins clandestin des néo-fascistes et autres (ceux qui se prétendent socialistes) ...

Brandir le spectre du nazisme ou du fascisme et une arme de plus du "capitalisme à visage humain et démocrate" pour dissimuler la dictature qu'il exerce sur le prolétariat mondial qui la subit. Et toutes les forces qui acceptent le légalisme capitaliste comme panacée ou comme un moindre mal ne font que se montrer au grand jour pour ce qu'elles sont : DES FORCES ANTI-OUVRIERES ET ANTI-COMMUNISTES.

Essayons d'examiner les choses de plus près. Fascisme, totalitarisme (termé à la mode) ou démocratie ne sont que les faces différentes d'une même pièce, à savoir la dictature du capital sur le prolétariat et la population en général. En effet, ni la démocratie bourgeoise ni le fascisme ne sont le produit de cerveaux purement intentionnés mais le produit de certains rapports de production, en l'occurrence les rapports de production basés sur la vente et l'achat de la force de travail. La démocratie bourgeoise et le fascisme n'ont été en fait que des systèmes politiques de domination du capitalisme correspondant à un certain degré d'accumulation capitaliste dans certaines situations. Mais aujourd'hui aussi bien l'un que l'autre résident à jamais dans les poubelles de l'histoire en tant que formes spécifiques de domination du capital et ce parceque la concentration capitaliste amène au capitalisme d'Etat, forme barbare par excellence et qui nous est si souvent présentée uniquement comme socialiste. Les pires ennemis du prolétariat ne sont pas les bandes anachroniques fascistes mais bien toutes celles qui se prétendent communistes et qui ne rêvent que de capitalisme d'Etat à la russe ou à la chinoise introduisant dans leurs discours toutes les rengaines de l'ancienne démocratie bourgeoise qui n'était elle aussi qu'une dictature de classe capitaliste. Et ce sont toutes ces organisations (gauche et extrême gauche) qui font coeur avec les forces "démocrates et libérales" contre l'ennemi, le fascisme auquel on impute tous les crimes.

De plus il faut être vraiment aveugle ou intentionnellement un sbire crapuleux pour ne pas se rendre compte que mis à part les étiquettes décoratives pays fasciste, pays libéral, pays social-démocrate, pays socialiste, la tendance mondiale est à la militarisation et à l'étatisation, c'est-à-dire à la domination de plus en plus bestiale et nocive du capitalisme. Même dans les pays dits démocratiques les droits du citoyen ne sont que la négation de ce qu'ils supposent représenter. Ainsi le droit de manifestation n'est que le droit à la procession, le droit de grève que le droit à la discussion syndicale, le droit d'association n'est que le droit de s'affilier à un syndicat

et ainsi de suite... De toutes les façons, avec ou sans démocratie, les révolutionnaires les hommes qui ne pliaient pas à une situation inique et dégradante ont toujours subi directement la dictature capitaliste d'autant plus intensément que le capitalisme comprenait qu'il était en danger de mort de par l'existence d'une classe qui pouvait le renverser, le prolétariat. Il l'a d'autant plus compris qu'aujourd'hui la presque totalité des forces qui prétendent le combattre ne font que le défendre en se présentant au prolétariat comme son bienfaiteur et défenseur. C'est contre toutes ces forces que nous combattons et que le prolétariat doit combattre en mettant dans le même sac tous ceux qui en fin de compte ne visent qu'à profiter du travail qu'il fournit. C'est la seule façon d'en finir avec la barbarie actuelle.

**NI FASCISME NI DEMOCRATIE
GUERRE DE CLASSES !**

§ Ecrivez-nous! §
§ Prenez contact avec nous! §
§ Militez pour la Révolution §
§ Socialiste! §
§ §

PUBLICATIONS DU F.O.R. :

-en Français:

Parti-Etat, stalinisme, révolution	G.Munis Ed.Spartacus (112 pages)	13,50F
Les syndicats contre la révolution	B.Péret, G.Munis Ed.Eric Losfeld (94 pages)	10F
Les révolutionnaires devant la Russie et le stalinisme mondial	G.Munis (Reproduction photocopiée de l'édition de 1946, 45 pages)	25F
Fausse trajectoire de Révolution Internationale	(7 pages)	2F
Le "manifeste" des exégètes	B.Péret (Reproduction photocopiée de l'édition de 1946, 29 pages)	20F

-bilingue Français-Espagnol:

Pour un second manifeste communiste	Ed.Eric Losfeld (72 pages)	12F
-------------------------------------	----------------------------	-----

-en Espagnol:

Jalones de derrota, promesa de victoria	G.Munis (Reproduction fac-simile de l'édition de 1948, 517 pages)	39F
Llamamiento y exhorto a la nueva generacion	Imp.La ruche ouvrière (20 pages)	4F
Explicacion y llamamiento a los militantes, grupos y secciones de la IV Internacional	(Reproduction photocopiée de l'édition de 1949, 15 pages)	15F

Nous rappelons que la création du F.O.R. s'est effectuée en 1958. Les textes antérieurs à cette date n'expriment pas toujours des positions qui soient encore les nôtres aujourd'hui. Mis à part l'intérêt politique de ces textes, ils portent témoignage de la progression théorique qui a précédé la création du F.O.R...

Abonnements

ALARME organe du F.O.R. en France	
1 an.....4n°.....	16 F
ALARMA organe du F.O.R. en Espagne	
1 an.....4n°.....	16 F

Les paiements de publications et les abonnements doivent être effectués à l'ordre de:
ALARME
CCP n°151628 U Paris

Permanences à Paris: nos permanences se tiennent sur la terrasse du café "Au canon de la Nation", au coin de la place de la Nation et de la rue du Faubourg Saint Antoine, Métro Nation, de 14 à 16 heures, les seconds et derniers samedis de chaque mois, soit le 13 et le 27 Septembre, le 11 et le 25 Octobre, le 8 et le 29 Novembre.

Nous signalons l'existence de notre groupe à Clermont-Ferrand. Pour prendre contact, écrire à la Boite Postale à Paris.

Nota Bene: ce numéro était prêt à être roncéte fin Août. Des problèmes d'imprimerie ont retardé son tirage jusqu'au milieu du mois de Septembre. Nous nous excusons de ce retard.

J-O: ENCORE UNE MEDAILLE POUR LE CAPITAL

Boycott ou pas boycott? Cette simple question résume à elle seule la dose de connerie qui a pu être distillée par les masses-média à l'occasion des Jeux Olympiques de Moscou, capitale du "socialisme". A l'origine de cette question débile, deux événements survenus l'hiver dernier: l'invasion de l'Afghanistan par les troupes de l'impérialisme russe et la mise en résidence surveillée du "dissident" Sakharov. Comme toujours en pareil cas, deux camps se sont opposés. D'un côté les "occidentaux" (entendez par là les défenseurs du bloc américain: Japon, France, R.F.A. et tous ses satellites) ont pour la plupart décidé à la demande des U.S.A de boycotter les Jeux Olympiques; et bien sûr, comme d'habitude, ces braves "humanistes libéraux" ont arboré le drapeau de la "non-ingérence" et des "Droits de l'Homme" pour justifier la non-participation de leur élite mêlée à la foire aux bestiaux sportifs. De l'autre côté nous retrouvons les preux défenseurs du "socialisme modéré" (mettez l'adjectif que vous voulez: albanien, cubain, algérien...) ou du "socialisme globalement positif", autrement dit du grand goukou du capitalisme d'état, l'URSS; pour les stalinien et l'extrême gauche donc, il fallait que les J-O se déroulent au nom de la non-intrusion de la Politique dans les vestiaires sportifs. Ces arguments sont l'essentiel de ceux avancés par la vermine capitaliste mondiale pour mystifier le prolétariat mondial en le poussant une nouvelle fois hors du seul terrain où il aurait eu quelque chose à gagner: celui de la lutte de classe. Car pendant toute cette période, le mensonge, l'hypocrisie et le pouvoir de l'idéologie capitaliste régnant sur toute la planète ont été total: le Capitalisme, système social basé sur le travail salarié, l'exploitation de l'homme par l'homme est sorti grand vainqueur des Jeux Olympiques de l'aliénation.

Notre rôle en tant que fraction révolutionnaire du prolétariat n'est pas de savoir s'il fallait ou non participer aux J-O, ni de dire lequel des deux camps impérialistes a profité de la publicité de ces Jeux, notre but est de dénoncer les J-O et les rencontres sportives inter-nations en général pour ce qu'elles sont réellement: une arène où chaque Etat s'affronte aux autres pour remporter une victoire de prestige mais surtout sur la partie de la classe ouvrière qu'il domine et exploite; car malgré toutes les belles idées de "fraternité", de "saine émulation" et autres belles phrases "désintéressées" dont on nous abreuve, les confrontations sportives internationales demeureront toujours une arme de prédilection pour les défenseurs du capitalisme.

L'identification faite, au travers du sport, à une communauté humaine par la majorité des prolétaires, ce sentiment de fierté et de valorisation que la participation d'un membre de cette communauté suscite est un des ressorts fondamentaux sur lesquels s'appuie l'excacerbation du nationalisme, la concurrence à l'échelon de pays entiers et illusoirement fondée sur des intérêts communs à tous les individus d'un même Etat cachant ainsi l'inhumanité de la réalité sociale: la contradiction entre Capital et Salariat, la lutte de deux classes aux intérêts totalement opposés. Et ce besoin de communauté humaine est une des forces que les gardiens de l'ordre capitaliste exploitent pour opposer les différents prolétariats nationaux à l'occasion de réunions sportives ponctuelles afin de leur faire oublier leur condition d'esclaves modernes et qu'ils ne prennent jamais conscience de leur appartenance à une classe sans frontières et n'ayant qu'un seul intérêt: la destruction de la société de classes pour l'instauration de la seule communauté humaine réelle et viable qu'est la société communiste. Quant aux arguments en faveur du boycott ou du non boycott, ces fameux "Droits de l'Homme" ou la vieille formule "ne pas mélanger le sport et la politique" ne sont eux aussi que les masques qui couvrent ce qu'est réellement ce monde: une poubelle! Parler des "Droits de l'Homme" est chose aisée pour la classe qui nous exploite, car ce sont des "droits" qu'elle a imposé au reste de l'humanité. Il n'y a pas plus de "Droits de l'Homme" dans cette société de classes que sur la planète Mars; le seul droit pour le prolétaire c'est celui de se prostituer chaque jour pour assurer sa mesquine survie, c'est le droit à la misère sociale et aux brimades, à l'humiliation quotidienne d'une vie privée de sens, fliquée, muselée, bâtarde et monotone. Evidemment chaque camp défend son beefsteack et si les "occidentaux" se réfèrent tant à cette mascarade des "Droits de l'homme" c'est que leur arbitraire, leur oppression sont plus sournois, plus insidieux que dans le camp "socialiste" où l'Etat ne prend pas de gants pour étrangler le prolétariat. Et si l'enjeu de ces J-O a été une nouvelle fois l'occasion pour les partisans du capitalisme "privé" et du capitalisme d'état de mystifier les prolétaires à leur propre compte, c'est toujours pour la sauvegarde de leurs inté-

rêts économiques de classe ou de bureaucrates: le profit, la plus-value extirpée du travail de millions d'individus.

La production en série et planifiée de champions drogués, la rentabilité exigée d'eux, la distribution de médailles, les hymnes nationaux et les drapeaux, tout ces caractéristiques de cette société trahissent, malgré sa propre idéologie, la réalité politique et sociale d'un monde pourri: la production marchande, les primes de rendement, la carotte de la réussite sociale, et la concurrence de chaque économie nationale face aux autres économies nationales.

La lutte inter-capitaliste dans les stades constitue la répétition constante de l'affrontement latent et plus dramatique que constitue la guerre, la résolution des contradictions de ce système par la destruction. A l'image du sport où l'on distribue des médailles, le capital y reproduit une nouvelle fois celle de sa barbarie: la distribution de médailles pour les plus sanguinaires, ceux qui tuent et font tuer plus rapidement et plus efficacement, médailles et décorations pour l'élite de l'armée au sein de laquelle, comme chacun le sait, existe une "saine émulation" entre les différents corps qui la composent: la rentabilité meurtrière n'en sera que meilleure.

Et la gloire nationale se jugera alors non plus au nombre de médailles, mais à la statistique du nombre de morts, morts pour la "patrie" ou pour la "bonne cause", morts en fait toujours, toujours pour la préservation de la société de classes. Ainsi boycott ou pas boycott, ces grandes rencontres internationales ne sont que le prélude à la défense d'un camp "de la bonne cause" que le prolétariat devra assumer pour sauvegarder, contre ses propres intérêts, ce monde sordide et barbare qui ne le tolère que comme hétaïle. La destruction de la société d'exploitation sera nécessairement aussi la destruction des illusions nationalistes, illusions que la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière est seule capable d'effacer. Comme s'effaceront tous les aspects de l'idéologie capitaliste: la religion ou la pseudo liberté dans une civilisation totalement aliénée par le travail salarié.

A PROPOS DU COMITE D'INTERIM

Dans notre dernier numéro nous avons signalé l'apparition d'un comité dénommé comité d'Interim. Nous publions dans le présent numéro la totalité de son texte de base que nous considérons comme se situant sur un terrain classiste et donc anti-capitaliste. Nous ne nous faisons aucune illusion triomphaliste par rapport à ce comité mais nous considérons qu'il est d'un apport de plus de la lutte de classe et que nombre de ces propositions sortent largement du carcan routinier de ce que l'on nous fait trop souvent passer comme expression de la conscience de classe de par la présence d'ouvriers.

Nous n'insisterons pas, par risque de répétition ennuyeuse sur certaines conclusions pratiques de ce texte, conclusions que nous partageons entièrement et que doit défendre tout individu voulant abattre le système mondial d'exploitation de l'homme par l'homme; à savoir le refus des différenciations catégorielles imposées par le capital, le refus du syndicalisme, le refus du légalisme capitaliste qui castre la lutte de classe par les éternelles négociations qui empêchent l'expression de la lutte de classe d'aller de l'avant et qui en fin de compte réduit l'unité à une somme d'individus acceptant les règles du jeu de son ennemi. A ce propos nous voudrions citer une phrase de la III^{ème} Internationale qui en dit long sur ce sujet: "Exiger du prolétariat que dans sa lutte à mort contre le capital il observe pieusement les principes de la démocratie politique, cela équivaudrait à exiger d'un homme qui défend son existence et sa vie contre des brigands qu'il observe les règles artificielles et conventionnelles de la boxe française, instituées par son ennemi et que son ennemi n'observe pas". D'autre part nous voudrions mettre en relief dans cette présente introduction une phrase qui exprime clairement l'attitude que doivent avoir dans la pratique les révolutionnaires face à la force contre-révolutionnaire qu'est le syndicalisme: "une première condition pour la lutte, c'est que les syndicats n'aient plus le monopole d'intervention parmi les ouvriers, que les syndicats ne puissent plus organiser l'action bidon et le sabotage pur et simple de la lutte. Les ouvriers combattifs doivent s'organiser pour briser l'isolement, pour dénoncer et saboter les débrayages des syndicats, les manifs-bidon genre Bastille-République, qui ne servent qu'à noyer la combativité ouvrière, pour y exposer la lutte de clas-

se avec des méthodes de classe". C'est sur cela que les révolutionnaires doivent insister face à n'importe quelle situation et là où ils se trouvent. La lutte contre le capitalisme passe par l'action indépendante de classe; ce comité, ainsi que d'autres forces organisées, en est une expression, c'est en cela que nous l'appuyons car il s'inscrit dans le combat que devra mener le prolétariat mondial

pour s'émanciper.

Mis à part l'orientation générale de ce texte ainsi que les très bonnes choses trop peu souvent exprimées par ceux qui se proclament révolutionnaires il y a quelques détails que nous voudrions critiquer.

Il y a, mais c'est le moins important tel qu'il est exprimé, le problème de la crise. Précisons qu'il n'est point primordial tel qu'il est envisagé puisque apparemment ce comité ne fait pas dépendre son action d'une crise économique sésame ouvert du devenir humain. Cependant les camarades ayant publié ce texte s'inscrivent dans le crescendo général sur la crise économique mondiale, insistant moins sur la question à nos yeux beaucoup plus importante de la crise sociale de tout le système de civilisation capitaliste indépendante aujourd'hui de la bonne ou de la mauvaise marche de l'économie. D'ailleurs, ne se contredisent-ils pas et n'ont-ils pas beaucoup plus raison lorsqu'ils écrivent : "les salaires qui diminuent, le chômage qui s'accroît, l'interim qui se développe, l'augmentation des cadences, permettent à la bourgeoisie d'augmenter ses profits et de mieux faire face à ses concurrents sur le marché". Il faut absolument que les révolutionnaires insistent sur l'aspect social néfaste du capital montrant bien que celui-ci est indépendant de la bonne ou mauvaise marche de l'économie. D'ailleurs si le capital avait réellement de graves problèmes de cet ordre ce serait à lui de s'en préoccuper, notre seul objet, étant déjà amplement dans la merde, est de le détruire en tant que système social en balayant à jamais son système économique basé sur le salariat.

D'autre part, l'exemple de revendication choisi par le comité pour montrer la voie de l'unité de classe ne nous paraît pas adéquat. En effet, la revendication d'augmentation générale des salaires pour tous les ouvriers, malgré l'ajout apparemment anti-hiérarchique d'augmentation plus forte pour les catégories les plus défavorisées ne s'attaque absolument pas à l'accumulation capitaliste et donc à l'exploitation de l'homme par l'homme, seule voie où peut se former l'unité de classe. Cette revendication n'amène à court et à long terme qu'à une distribution "plus juste" du travail payé ne s'attaquant absolument pas au travail non payé ou plus-value, base de l'exploitation, et c'est précisément de cela qu'il s'agit. Ce n'est que dans sa lutte ouverte contre le capital que le prolétariat se constituera en classe, s'appropriant dans la pratique le produit social qu'il crée et dont il est privé, sinon qu'on le veuille ou non il sera beaucoup plus mystifiable par toutes les forces défendant le règne de l'achat et la vente de la force de travail. Critiquer le légalisme capitaliste n'est valable que si l'attaque également sur le terrain économique par des revendications qui mettent à bas les bases sur lesquelles il repose, sinon on reconnaît comme légitime que le capital dépend d'une classe sociale exploitée légalement par lui. S'inscrivent par contre dans cette voie les revendications citées par ce même texte quelques lignes plus loin. En bref ce qui doit être clair c'est qu'on en aura jamais plus par simple augmentation de salaire, sur ce terrain nous serons toujours couillonnés, et le prolétariat ne pourra aller que plus difficilement de l'avant dans sa constitution en classe révolutionnaire.

Malgré ces quelques critiques nous réitérons notre salut de classe au comité. Battons-nous dès aujourd'hui pour abattre le capital!

TEXTE DU COMITE D'INTERIM

CONTRE LA DIVISION ENTRE OUVRIERS FIXES ET INTERIMAIRES :

- COMMENT S'ORGANISER ?

- POUR QUOI FAIRE ?

Par ce texte, que nous avons fait à partir de la "question de l'intérim", nous ne visons pas simplement à éclaircir ce problème, mais surtout, à développer nos positions politiques et à faire des propositions concrètes en vue de contacter les ouvriers dès aujourd'hui pour organiser et préparer la lutte. Nous voulons mener cette lutte non pas comme une lutte "pour la défense des intérêts des intérimaires", comme lutte corporative, mais comme une lutte faisant partie du combat de tous les ouvriers contre l'exploitation. Divisée en catégories concurrentes, la classe ouvrière ne représente pas une force contre le capital. L'organisation du prolétariat en classe, c.à.d. en force capable de combattre efficacement son adversaire, n'est pas un rêve utopique: l'UNITE DE CLASSE de tous les ouvriers, quel que soit leur "statut", est une possibilité, mais aussi une nécessité absolue. L'intérim nous permet de montrer plus clairement cette nécessité et cette possibilité pour les ouvriers de s'unir.

Pour bien comprendre en quoi la solidarité de classe des ouvriers fixes et intérimaires n'est pas une phrase creuse, il faut d'abord analyser plus à fond l'évolution et le rôle du système d'intérim.

1. Evolution du système d'intérim ces dernières années.

Selon le syndicat patronal des entreprises de travail intérimaire (UNETT),

- il y avait, en 1974 : 80000 missions quotidiennes
en 1976 : 190000 missions quotidiennes, soit une expansion de 237 % en deux ans.
- Le chiffre total annuel pour 1978 est de 1700000 missions, qui ont concerné 1000000 d'intérimaires (1/7 des salariés sont passés par l'intérim).
- 70 % des boîtes de plus de 500 personnes n'ont pas de la main-d'oeuvre intérimaire. Les 2/3 de la force de travail précaire et mobile sont des ouvriers d'industrie, et 60 % de l'ensemble des intérimaires n'ont pas de qualification.

Ces chiffres montrent clairement la croissance rapide du nombre d'ouvriers intérimaires et prouvent également que la fonction du système d'intérim a complètement changé: ce n'est plus un phénomène limité à la force de travail très spécialisée, mais un phénomène de masse qui joue un rôle important et durable dans le système capitaliste.

2. Pourquoi ce développement ?

Depuis quelques années, la bourgeoisie a de plus en plus de mal à maintenir ses profits. Face à LA CRISE MONDIALE, le capital doit trouver des nouvelles formules d'organisation de l'esclavage salarié. Il doit ACCROITRE LA MOBILITE DE LA FORCE DE TRAVAIL: 82 % des missions durent moins de 3 mois. Il se donne

moyens de pouvoir embaucher ou licencier du jour au lendemain, à moindre frais, suivant ses impératifs de production. Le développement de l'intérim, ce n'est pas la meilleure adaptation aux besoins de chacun. (comme le dit la sale propagande bourgeoise), c'est la meilleure adaptation aux besoins accrus de mobilité du capital. C'est aussi un moyen de limiter l'absentéisme (arrêt maladie = fin de mission).

Mais pour les ouvriers, le travail intérimaire signifie surtout la division: une division de plus entre les ouvriers. Fixe, intérimaire, français, immigré, homme, femme, OS à coefficient 165, 170, ... Les échelons, ... autant de distinctions pour les ouvriers qui tous subissent l'exploitation ! Certes, ces divisions reposent sur des différences concrètes: p.e. l'ouvrier intérimaire du jour au lendemain peut se retrouver dans la rue, tandis que l'ouvrier fixe a quand-même une certaine garantie d'emploi. Mais l'a-t-il vraiment ? La situation aujourd'hui nous montre qu'il ne s'agit que de pseudo-garanties: la bourgeoisie de plus en plus est contrainte de licencier à tour de bras, de plus en plus est contrainte de s'attaquer aux conditions de vie de tous les ouvriers; le travailleur fixe est le chômeur ou l'intérimaire de demain qui viendra grossir les rangs des plus démunis. Tous les ouvriers sont contraints de se vendre aux patrons et sont donc des marchandises comme les autres. Donc la prétendue opposition d'intérêts entre ouvriers fixes et intérimaires, opposition sur laquelle mise la bourgeoisie, ne peut signifier autre chose que la soumission de l'ensemble des ouvriers au capital. En effet, lorsqu'une partie fait grève, l'autre travaille et vice-versa, de telle sorte qu'une réelle force de classe contre le capital ne parvient jamais à se forger. Les capitalistes spéculent sur la division parmi les ouvriers pour noyer la combativité ouvrière dans de stériles et inoffensives luttes de catégories.

3. La lutte de classe.

Face à ça, nous opposons l'unité de classe de tous les ouvriers. La lutte de n'importe quelle partie de la classe ouvrière (y compris celle des intérimaires) pose le problème de l'unité. Cette unité, pour ne pas être vide de sens, doit être basée sur des intérêts communs et sur une solidarité de classe, contre les revendications corporatistes, armes du capital.

La condition des intérimaires, et de toute la classe ouvrière, en période de crise plus que jamais, nous montre qu'il n'y existe aucun statut, aucune loi, aucun droit qui nous garantisse nos conditions de vie. Au contraire, l'existence même de ces statuts, ces lois, ces droits, a toujours été une arme aux mains de la bourgeoisie avec laquelle elle essayait de détourner la lutte des ouvriers. Ainsi nous ne luttons pas pour le droit de grève, parce que le droit de grève, c'est le droit aux débrayages syndicaux de 2 heures, le droit à une petite promenade dans les ateliers (avec préavis) ! La grève, l'action directe, n'est pas une question de droit, mais de FORCE. Donc pour les ouvriers la vic-

toire n'est jamais l'obtention d'un statut, d'une loi, d'une "garantie", mais consiste dans la force organisationnelle qu'ils ont réussi à forger pendant la lutte. C'est cette force qui est la seule victoire pour le prolétariat !

C'est cette force qui nous permet de continuer la lutte, jusqu'à la fin, jusqu'à la suppression du capital et de l'exploitation. Tout ce que la bourgeoisie veut nous présenter comme des acquis, ne sert qu'à maintenir l'exploitation.

Faire baisser le taux d'exploitation, liquider les divisions imposées par l'ennemi, tendre à récupérer le produit social, s'unifier dans l'action sur le terrain de la force et de l'organisation, et non pas sur celui des négociations, des contrats, des conventions, des grilles,... voilà l'intérêt unitaire des ouvriers.

Lutter contre l'exploitation, n'est pas lutter pour une exploitation "plus juste", ou pour une exploitation "plus égale" ! L'unité ne peut pas se faire sur des mots d'ordre tels que droit à l'embauche, ou le statut pour l'intérimaire. Si nous voulons gagner, c.à.d. créer le rapport de force qui nous permette d'imposer nos revendications de classe, nous devons élargir la lutte à des franges de plus en plus larges du prolétariat. L'élargissement de la lutte est basé sur l'action pour les revendications qui concernent l'ensemble des ouvriers. Pour prendre un simple exemple, chaque ouvrier a intérêt à l'augmentation de salaire, la plus élevée possible. Il s'agit donc d'un intérêt commun à tous les ouvriers. Cet intérêt commun trouve sa formulation dans une revendication unitaire: AUGMENTATION GENERALE DES SALAIRES pour tous les ouvriers (indépendamment des distinctions de catégorie, de race, de sexe, de nationalité, etc.). Cette revendication est encore boiteuse si elle ne prend pas en compte le surcroît de misère matérielle que le capital inflige à certaines couches du prolétariat. La revendication d'augmentation générale des salaires doit donc se compléter par cette autre: augmentation plus forte, pour les catégories les plus défavorisées.

Ceci n'est qu'un exemple de revendication correspondant aux intérêts du prolétariat dans son ensemble et qui indique clairement la voie d'une unité réelle. N'importe quelle fraction de la classe ouvrière est directement intéressée à lutter contre la hiérarchie infinie des salaires, l'extension des systèmes de rétribution au rendement, le chantage aux primes, etc..., pour en revenir à l'action pour les BESOINS GENERAUX de la classe des exploités: réduction massive de la durée de la journée de travail, augmentation générale des salaires, plus importante pour les salaires les plus bas, salaire intégral aux chômeurs, etc... Les intérêts immédiats de tous les ouvriers permettent donc d'indiquer la perspective de l'unité prolétarienne par-dessus les frontières de catégorie ou de statut. Comment les ouvriers peuvent-ils s'organiser comme classe, seuls à même de mener la lutte vers la victoire, vers l'affrontement final avec la classe bourgeoise ?

4. En dehors et contre les syndicats.

Puisqu'est maintenant posée la question de l'organisation, voyons quelles positions adoptent les syndicats sur le problème de l'intérim.

La CGT et FO admettent toutes les deux la nécessité du travail temporaire "dans certains cas", mais bien évidemment ne souhaitent pas que les patrons "abusent" de ce système d'exploitation. Pour les deux syndicats, la négociation d'une convention collective devrait donner un "vrai statut" au travailleur intérimaire et empêcher les "abus". Les deux syndicats sont d'ailleurs favorables à ce que l'ANPE, c'est à dire l'Etat-patron (plutôt que les boîtes d'intérim), s'occupe des travailleurs intérimaires. Bien sûr, ces positions officielles (la CFDT est officiellement contre l'intérim, et refuse de signer une convention collective avec les patrons sur le travail temporaire) sont présentées de façon plus nuancée par les militants syndicaux devant les ouvriers. La défense des ouvriers intérimaires se limite pour les syndicats à réclamer leur embauche autour de la table de négociation, et du moment que les ouvriers entrent en lutte, les délégués se ramènent, et essayent "d'organiser" cette lutte. De quelle façon ?

Ou bien, en placant la lutte sur le terrain des "droits" (leur recours systématique au tribunal, aux élections pour essayer de régler les "conflits sociaux" est très significatif.) et donc en l'enfermant dans la légalité: ainsi en réclamant un statut pour les intérimaires, ou même leur embauche, les syndicats ne veulent pas supprimer l'exploitation, mais au contraire la perpétuer. Ils ne veulent simplement pas que cette exploitation soit trop évidente, trop claire. S'ils réussissent à imposer leur mot d'ordre de "droit à l'embauche", ils enterrent cette lutte contre l'exploitation à l'avance.

Ou bien, si les syndicats n'arrivent pas à imposer leur ligne, et s'ils n'arrivent pas à dissimuler la nature anti-capitaliste d'une lutte et à la dévier sur le terrain de la légalité, ils essaient de limiter la lutte à l'atelier, à l'entreprise où elle a démarré et empêchent donc son élargissement, et donc la victoire (leurs arguments genre "les autres ne nous suivront pas", "ça ne concerne que nous" sont assez connus de tout le monde). Les ouvriers combattifs qui cherchent à élargir, à briser l'isolement dans lequel les syndicats confinent la lutte, deviennent du même coup des "gauchistes", des "aventuriers", des "irresponsables". Comment expliquer ces positions et cette politique de la part des syndicats ? Jusqu'à la moitié du 19^{ème} siècle, la bourgeoisie interdisait les syndicats, et par la force réprimait les ouvriers qui essayaient de former une organisation permanente pour la défense des intérêts de la classe ouvrière. Aujourd'hui encore les ouvriers en lutte trouvent en face d'eux les flics armés jusqu'aux dents, prêts à écraser brutalement la révolte. En même temps l'Etat aujourd'hui accepte les syndicats, les finance même, et encourage les ouvriers à se syndiquer. La campagne publicitaire sur la télé, dans les journaux, pour nous inciter à aller voter aux prud'hommes (représenté par les syndicats comme une victoire pour les ouvriers !) s'inscrit dans ce tableau.

Puisque c'est elle la classe exploiteuse, la bourgeoisie a un intérêt évident à essayer de cachez l'exploitation et à mystifier les contradictions qui opposent les intérêts des ouvriers à ceux des patrons, afin de faire accepter aux ouvriers leur condition d'esclave salarié. Les syndicats participent partout à cette mystification (et ils sont d'autant plus crédibles auprès des ouvriers, vu leur langage "ouvrier", vu aussi leurs origines historiques) par leurs revendications "réalistes" qui sans arrêt ramènent la revolte contre l'exploitation capitaliste non pas à l'affrontement, mais à un aménagement au sein du système capitaliste. Mais ces champions dans la défense des ouvriers ne se contentent pas uniquement de cacher l'exploitation: intégrés au sein du système capitaliste, ils remplissent fidèlement leur rôle au service de la bourgeoisie: Ils s'opposent ouvertement et physiquement aux ouvriers qui luttent sur une base de classe. Du moment que la lutte, la grève, l'occupation, la violence deviennent une menace pour "l'ordre existant", les syndicats mettent tout en oeuvre pour saboter, dévier, liquider la lutte. Evidemment, puisque "l'ordre existant", eux ils en font partie! Et les ouvriers en lutte deviennent des "autonomes", des "éléments extérieur à la classe ouvrière", des "agents de Bonnet",... Pour toutes ces raisons-là, nous devons nous organiser en dehors et contre les syndicats.

5. Buts et moyens d'un regroupement organisé.

En parlant d'élargissement de la lutte, de solidarité de classe, d'unité, d'organisation autonome des ouvriers, nous n'essayons pas de mettre en avant un idéal quelconque, mais nous voulons montrer ce qui déjà existe comme TENDANCE dans les luttes, non pas pour en rester à une simple constatation, mais pour, entr'autre avec ce feuillet, POUSSER plus loin cette tendance. Les salaires qui diminuent, le chômage qui s'accroît, l'intérim qui se développe, l'augmentation des cadences, permettent à la bourgeoisie d'augmenter ses profits et de mieux faire face à ses concurrents sur le marché. Mais en même temps, ces attaques poussent les ouvriers à la riposte, à la lutte contre le capital, et donc à la recherche d'un MOYEN pour engager cette lutte. Les sidérurgistes à Longwy, à Denain, les dockers à Rotterdam, les métallurgistes en Allemagne, les mineurs aux Etats-Unis, au Brésil, ... de plus en plus les ouvriers entrent en lutte pour défendre leurs conditions de vie, pour s'attaquer à l'exploitation. Certes, la bourgeoisie à tout moment essaie de décourager, diviser, isoler les ouvriers les uns des autres, mais pour l'ensemble de la classe ouvrière la nécessité de sortir du cadre de la lutte corporative devient plus évidente avec chaque mesure anti-ouvrier que prend la bourgeoisie. Le besoin pour les ouvriers de contacter les ouvriers des autres boîtes, de tenir des réunions, de diffuser et rédiger des tracts, de préparer leurs actions, les pousse à s'organiser de façon autonome, et de prendre en main eux-même les tâches théoriques et pratiques posées par la lutte. Souvent c'est avec beaucoup

de difficulté et d'hésitation que les ouvriers s'auto-organisent, d'autant plus qu'ils trouvent en face d'eux en première ligne pas les flics, mais "leurs" syndicats, les "meilleurs défenseurs de la classe ouvrière". L'exemple le plus récent, et peut-être parmi les plus clairs, c'est la grève des dockers à Rotterdam, organisés dans un comité de grève CONTRE le syndicat. La force de cette lutte résidait justement dans le fait que les ouvriers s'organisaient eux-mêmes et qu'ils n'ont eu confiance qu'en eux-mêmes pour mener l'action. Au sabotage de la lutte, à l'inaction et aux actions-bidon des syndicats (débrayage, pétition, manif-promenade, ...) les ouvriers répondaient par la grève illimitée, la paralysie totale de toute activité dans le port, les piquets de grève pour contrôler entièrement la circulation sur les quais, les délégations dans les autres boîtes de la région, dans les autres ports, pour organiser la solidarité, proposer l'action unitaire.

Une première condition pour la lutte, c'est que les syndicats n'aient plus le monopole de l'intervention parmi les ouvriers, que les syndicats ne puissent plus organiser l'action-bidon et le sabotage pur et simple de la lutte. Les ouvriers combattifs doivent s'organiser pour briser l'isolement, pour dénoncer les syndicats et autres "défenseurs des ouvriers", pour dénoncer et saboter les débrayages des syndicats, les manifs-bidon genre Bastille-République, qui ne servent qu'à noyer la combativité ouvrière, pour y opposer la lutte de classe avec des méthodes de classe.

Le comité vise à devenir une organisation qui permette aux ouvriers de se réunir, de contacter d'autres noyaux d'ouvriers afin de préparer la riposte politique aux décisions de l'Etat bourgeois et de mettre en place les moyens de développer les luttes à venir.

Préparation politique veut dire: tirer les leçons des luttes passées, de leurs points forts, leurs faiblesses, pour pouvoir pousser plus loin dans l'avenir; engager le travail de propagande et d'agitation dans les usines autour des problèmes qui se posent aujourd'hui pour la classe: les syndicats, les revendications, l'organisation, les méthodes de lutte...

Plus que jamais d'énormes possibilités de lutte existent: dans toutes les grosses boîtes, sur toutes les chaînes de montage, des millions de travailleurs de tous les pays sont concentrés tous les jours et subissent une exploitation toujours plus forte. Pour la classe ouvrière internationale et numériquement plus forte que jamais, la nécessité d'engager la lutte contre le capitalisme est ressentie aujourd'hui avec encore plus de force que ça ne l'était hier.

Nous devons nous préparer à l'affrontement. Pour ça, dès aujourd'hui nous proposons la discussion, individuellement, mais surtout d'une façon organisée et regroupée entre tous les ouvriers qui se posent ces questions, sur ce feuillet. Nous devons dès maintenant créer des liens avec les chômeurs, les fixes, les ouvriers dans toutes les boîtes, discuter avec eux sur ce feuillet, envisager ensemble les tâches à prendre en main.

Dans l'immédiat, si nous nous sommes appelés "comité d'intérim", c'est parce que le travailleur intérimaire est l'image la plus claire de ce qu'est chaque ouvrier: un prolétaire, qui ne possède rien d'autre que sa force de travail. Les conditions particulières des intérimaires rendent ce "secteur" plus explosif. C'est d'ailleurs ce qu'a aussi compris la bourgeoisie, qui depuis un bon moment s'inquiète de cette situation et essaie, avec les conseils des syndicats, "d'intégrer" les intérimaires, en proposant certaines mesures qui devraient "améliorer" leur condition, tout en maintenant son caractère essentiel: la mobilité. La question de l'intérim nous permet aussi de dépasser les revendications de telle ou telle boîte puisque l'intérimaire change sans arrêt de lieu de production: il n'est attaché ni à son patron, ni à sa machine, ni à son métier! Il n'a pas à faire à tel ou tel patron privé, mais PLUS directement au capital.

Ce regroupement organisé sur la question de l'intérim sera un point de départ de l'avancée organisée de la lutte de l'ensemble du prolétariat. Certes, il est plus difficile pour les intérimaires de se regrouper que pour les fixes, mais ce regroupement présuppose de dépasser dès le début le cadre de l'usine et des revendications catégorielles!

Le comité appelle tous les ouvriers à prendre contact avec lui: écrire sous double enveloppe à:

COMITE D'INTERIM enveloppe à l'intérieur
Librairie l'Herbe Rouge sur enveloppe extérieure
1 bis, rue d'Alésia
75014 PARIS

le Pape défenseur... du syndicalisme

Dernièrement, au stade de Sao Paulo, devant paraît-il 130 000 ouvriers, le Pape s'est prononcé pour le droit au syndicalisme, quoi de plus normal pour un défenseur du capital. Il a conspué la lutte des classes, et a donc prêché pour le syndicalisme et la participation. Voilà un serviteur du capital de plus qui a compris que le syndicat n'est pas un organe de lutte de classe pour le prolétariat, mais qu'aujourd'hui c'est au contraire un organe capitaliste. Chose que n'ont pas comprise tous les capitalistes du Brésil ; ce qui explique les quelques tensions qui existent entre la mafia religieuse et certains capitalistes.

L'église organise déjà au Brésil des syndicats de petits paysans, et d'ouvriers agricoles, organisera-t-elle bientôt des syndicats d'ouvriers, ou laissera-t-elle plutôt entièrement sa collègue spécialiste en la matière, la mafia stalinienne ?

Les capitalistes brésiliens devraient se féliciter de posséder dans leur unité d'exploitation qu'est le Brésil, une église si intelligente. En effet par exemple, lors de la récente grève des métallurgistes à Sao Paulo, certaines églises étaient prêtées aux grévistes pour qu'ils y fassent leurs réunions ; ils priaient aussi pour que leurs revendications soient satisfaites. Quelle victoire éclatante pour... le maintien de l'ordre capitaliste !

Ces prolétaires n'ont pas compris qu'en acceptant les curés et les bureaucrates syndicaux dans leurs rangs, et donc en étant sous leur influence, en impulsant des revendications "responsables vers le bien commun" ils restent sur le terrain du capital, car de bien commun entre Prolétariat et défenseurs du capital, il n'en existe pas.

Ils n'ont pas compris que lorsque le prolétariat passera de sa potentialité révolutionnaire à sa dynamique révolutionnaire, des croyances sans raisons d'être, des illusions et des mythes, il devra s'en débarrasser, les détruire, car c'est le prolétariat et lui seul qui se libérera de ses chaînes si un jour il s'en libère. Et pour cela il ne s'en remettra ni à un Dieu invention religieuse, ni aux bureaucrates capitalistes, ni à une quelconque drogue, ces trois termes proposant tous le paradis bon-marché, (en effet, il suffit de ne pas être révolté, de rester dans le troupeau) mais à des niveaux différents, les uns après la mort, les autres avant dans les vastes camps de travail que sont les pays capitalistes d'Etat, ou après l'absorption de la sus-dite drogue. Le prolétariat en niant tout cela dans la pratique passera alors d'objet de l'histoire à sujet de l'histoire, les églises brûleront comme elles ont déjà brûlé.

POUR UNE POIGNEE DE DOLLARS...

220 000 dollars US ! Pas moins de 220 000 dollars (environ 1 000 000 de nos francs) offert par Kadhafi et son gouvernement d'assassins "progressistes" au frère de Jimmy Carter - "l'ennemi des peuples opprimés" -. Pot de vin pour récompenser les services rendus par Billy Carter aux exploiters et oppresseurs du prolétariat lybien, de ces pauvres que "l'impérialisme américain" opprime prétendument et que leurs défenseurs progressistes et islamiques (qui parlent d'eux avec des larmes forcées aux coins des yeux) oppriment et pressurent sur le terrain. 220 000 dollars qui auraient certainement servi aux indigents de cet "Etat sans classes" que serait la Lybie selon ses dirigeants.

Mais au fond, quand on y réfléchit bien, qu'est-ce que 220 000 dollars comparés à toute la valeur de sur-travail que les capitalistes lybiens volent à ceux qu'ils traitent en fait avec mépris "le peuple", à côté des nombreux pots de vin que doivent distribuer les dirigeants lybiens à travers le monde à leurs confrères exploiters, qu'est-ce que 220 000 dollars par rapport à tout ce qui est dépensé en matériel de guerre pour les petites expéditions en Afrique des généraux lybiens et en tout cas pour une éventuelle répression de ce "peuple" que ces "progressistes islamiques" qui lui tiennent de garde-chiourme aiment tant... pour son malheur.

DECADENCE ET SYNDICALISME

Un système est en crise économique lorsqu'il n'est plus apte à remplir sa fonction économique ; la fonction économique du capital étant l'extorsion toujours plus grande de plus-value, le capitalisme n'est pas aujourd'hui en crise économique. En effet notre exploitation par les capitalistes fonctionne relativement bien pour eux, la plus-value extorquée augmente, sinon comment expliquer le fait que les forces productives continuent de croître.

Un système est en crise sociale, en décadence, pour les révolutionnaires lorsqu'il a fini de remplir sa fonction sociale, lorsqu'il n'a plus de raison d'être sociale. Or pour les communistes, le capitalisme ne peut avoir qu'une raison d'être sociale: la construction des conditions objectives, matérielles de sa destruction révolutionnaire consciente par une classe sociale, le prolétariat.

Le capitalisme indépendamment d'une crise économique dans le cas de l'existence ouverte de cette dernière, est en crise de décadence depuis le début du siècle.

En effet il a unifié le monde, il a créé un prolétariat potentiellement très puissant capable de l'abattre part out et d'en finir avec les sociétés inhumaines ;

à développer les forces productives comme aucune société ne l'avait fait auparavant. Et c'est précisément ce niveau atteint par les forces productives qui partira par la révolution et après la révolution socialiste une rapide marche vers le communisme intégral. La première preuve de cette décadence nous l'avons à la fois avec la 1^{re} guerre mondiale (prouvant mondialement la brutalité d'un système mondial) et avec la vague révolutionnaire de 1917 à 1937. De la Russie à l'Espagne en passant par la Chine et l'Allemagne, le prolétariat montre qu'il est assez fort pour détruire le capitalisme mondial et bâtir sur ses cendres le communisme.

Le prolétariat donne la preuve pratique de la décadence d'un système n'ayant plus de raison d'exister. Le capitalisme bande toutes ses forces pour barrer la route au communisme, à la seule société que représente le progrès, il devient donc entièrement réactionnaire.

Croissance économique et développement social qui au 19^{ème} siècle avaient fait de la classe ouvrière une classe commune divergent et s'opposent, la croissance économique ne se fait plus aujourd'hui qu'en rongant, qu'en détruisant le développement social. En effet, le prolétariat naissant, malgré l'exploitation forcée qu'il subissait, avait bénéficié socialement au 19^{ème} siècle (entre autre grâce à ses luttes) de la croissance économique capitaliste ; il a extrêmement forcé, il a acquis relativement à la situation antérieure, un peu de culture, de liberté, de possibilités nutritives, et surtout il a pu s'exprimer en tant que classe indépendante ayant des intérêts propres face à l'exploitation de l'homme par l'homme. Depuis que le prolétariat a montré qu'il était une force révolutionnaire internationale capable de détruire le capitalisme, ce dernier n'ayant plus aucune raison d'être se maintient artificiellement empêchant par là même le passage révolutionnaire à un type de société réellement humaine permettant un réel développement social. Le capitalisme pêche ce passage révolutionnaire par l'anéantissement et l'écrasement du prolétariat qui n'est que la classe révolutionnaire qu'historiquement de par sa place dans les relations de production.

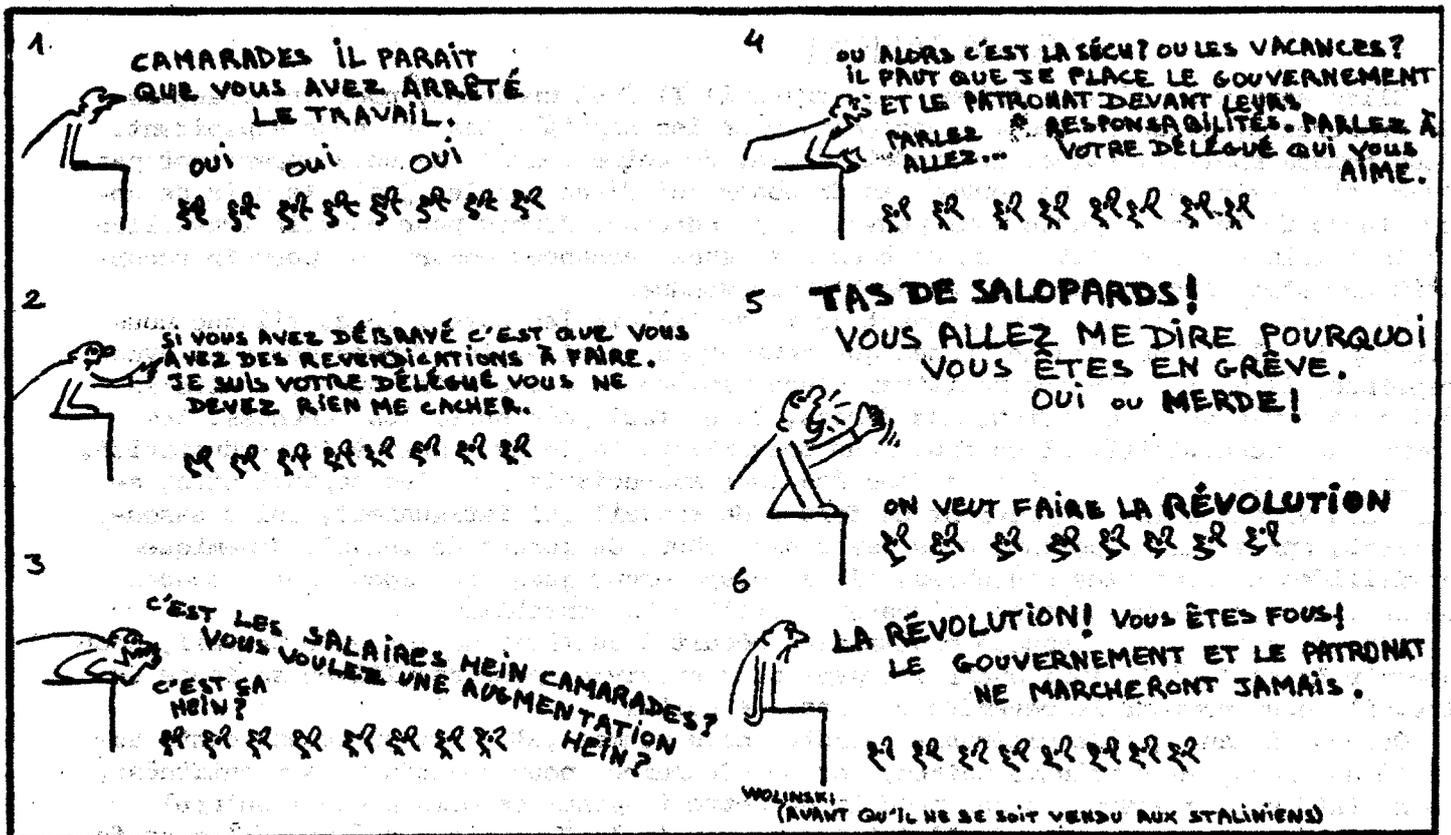
Mais pour écraser le prolétariat, il faut de nouveaux organismes spécialisés pour cette tâche. Le syndicat se révèle être aux yeux des capitalistes l'arme anti-ouvrière la plus forte en capitalisme décadent avec le stalinisme qui sut maintenir l'ordre capitaliste quand la bourgeoisie s'en révélait incapable.

D'organes ouvriers, les syndicats sont devenus des organes capitalistes en lieu ouvrier. Expliquons brièvement ce changement.

Le syndicat n'a jamais été révolutionnaire, ni même à de rares exceptions près reformiste, c'est-à-dire qu'il ne s'est jamais proposé ni la destruction révolutionnaire ni la destruction par réforme du capitalisme. C'est un organisme de nature intrinsèque dont les limites ne dépassaient pas le cadre du capitalisme. Quand ce dernier est devenu décadent; le syndicat n'a donc pu que suivre le même chemin s'affirmant de plus en plus comme rouage indispensable au maintien d'un système devant être abattu. Le syndicat devient donc réactionnaire et contre-révolutionnaire.

Le syndicat a permis globalement au 19ème siècle une accélération du développement social parce que celui-ci était encore lié à la croissance économique. En ce sens, tout en n'étant pas révolutionnaire, il était positif, car il permettait d'accélérer la maturation des conditions objectives. Lorsque ces conditions objectives sont réunies et que le capitalisme n'est pas détruit, alors il devient décadent et tout organisme qui reste sur le terrain capitaliste, qui ne lutte pas directement et uniquement contre la condition d'esclaves salariés et pour le communisme, cesse d'être un organisme prolétarien. A partir d'une certaine accumulation et centralisation du capital, de par l'économie dirigée, le despotisme augmente au détriment des libertés que consentaient le capitalisme naissant. Et nous n'inventons rien lorsque nous constatons que le syndicat s'est si bien adapté à ce changement qu'il est le roi du despotisme en milieu ouvrier, c'est "le défenseur" de droit divin de la classe ouvrière allant même jusqu'à avoir 100% du droit d'embauche dans certaines entreprises. Et cela ne peut être en aucun cas dû à l'esprit machiavélique d'une poignée de délégués mais bien dû à la nature et à la fonction du syndicat. Cette aide au développement social qu'apportait le syndicalisme n'existe donc plus, car comment accélérer un développement qui n'existe plus. Le fait qu'il se maintienne en vie, et avec la force qu'il a prouvé que c'est un organisme capitaliste, favorisant non plus un quelconque développement mais la marche vers une barbarie chaque fois plus grande.

Le capitalisme a développé la seule classe qui historiquement est capable d'abattre toute société d'exploitation en abattant celle dans laquelle il se trouve, et aujourd'hui plus que jamais, alors que toutes les conditions matérielles existent, toutes les contradictions contenues dans les sociétés inhumaines ne peuvent trouver de solution que par la résolution de la contradiction exploités-exploiteurs, capital-salariat. Tout organisme politique et économique ne peut se trouver objectivement que dans un camp ou dans l'autre, il n'y a pas de demi-mesure, ni de



forces progressives à appuyer favorisant l'accès au communisme en dehors du prolétariat insurgé.

Le syndicat est capitaliste et il joue bien son rôle, celui de maquereaux des salariés, il isolé ou essaie de récupérer toutes les luttes; attaque les travailleurs les plus révoltés; dans certains pays capitalistes représentant le devenir réactionnaire et meurtrier du capital, à savoir les pays capitalistes d'Etat, il

est même intégré à l'Etat et achète directement la force de travail, aux bureaucrates syndicaux va en partie la plus-value.

Aujourd'hui les "luttres" syndicales sont des non-luttres, elles ne sont même pas sur le terrain revendicatif du prolétariat. Nous devons combattre tout organisme qui par l'énoncé de ses revendications n'attaque pas et ne vise pas à attaquer l'accumulation du capital et donc par là-même le capital et l'exploitation. Or, les revendications syndicales sont toutes réactionnaires, aucune n'attaque la plus-value sauf dans certains cas lorsqu'il faut prendre le train en marche pour mieux pouvoir l'arrêter plus tard. En ce sens l'action syndicale n'est pas sur le terrain de la revendication de classe, pis, elle l'empêche. Les révolutionnaires ne peuvent juger les revendications qu'en fonction de l'objectif général de la lutte des classes : la révolution sociale. Les revendications à défendre

ne peuvent être que celles qui s'attaquent aux fondements de l'exploitation. Tout le contraire de la revendication syndicale.

De plus et pour finir, nous aurions pu aborder la question d'un autre point de vue. En effet, au moment où les conditions matérielles objectives sont réunies pour la transformation communiste de la société, tout organisme de masse qui se maintient en période de "paix sociale" est forcément réactionnaire. En effet, la révolution sociale étant elle-même à l'ordre du jour, une organisation prolétarienne dès qu'elle acquiert une certaine influence l'utilise pour détruire le capitalisme et donc empêche la "paix sociale".

Les révolutionnaires doivent donc combattre toute idée de création d'organisation de masse se maintenant en période de "paix sociale", toute idée donc d'appui même critique au syndicat mais au contraire s'organiser sur des positions révolutionnaires qui conjuguées à l'action de classe sont seules garantes de l'unité prolétarienne, de la révolution et du communisme.

LES VACANCES

Elles sont terminées, maintenant au travail! Il faut produire, produire français de préférence, produire des marchandises, pour les capitalistes qui nous exploitent. Nous sommes spoliés, volés, le produit social de notre travail ne nous appartient pas. Avec notre salaire nous ne pouvons en disposer que d'une partie, juste le prix de notre force de travail, juste pour pouvoir reprendre nos forces pour pouvoir travailler le lendemain et il en est ainsi de tous nos repos, vacances comprises, pouvoir reconstruire notre force de travail après l'avoir vendue.

Oui, les vacances c'est maintenant qu'il va falloir les payer, le soleil que nous avons pris, l'air pur des montagnes que nous avons respiré, les forces que nous avons reprises, il va falloir les restituer d'une manière ou d'une autre aux capitalistes qui nous exploitent. En effet, des forces, il en faut pour subir les cadences, les normes de productivité, il en faut pour travailler. La fatigue nuit à la productivité, "l'investissement vacances" aura donc été fort appréciable pour les capitalistes, avant les vacances ils disposaient de forces de travail qui fatiguaient, qui s'essouffaient, après ils disposent, sans payer plus cher, de forces de travail dynamiques, revivifiées et donc plus rentables. Ils en disposeront jusqu'au prochaines vacances où là encore, la fatigue disparaîtra au profit de la rentabilité.

L'homme est donc en système capitaliste réduit à cultiver sa force de travail, pour pouvoir la vendre et ainsi avoir l'argent pour survivre, pour recultiver sa force de travail, pour pouvoir la revendre et ainsi de suite.

Oui voilà dans quelle misérable société nous sommes, et c'est justement cette société que nous, les révolutionnaires, voulons détruire, pour construire son antithèse, la société sans classe, non pas produit de notre imagination mais produit naturel de la lutte des classes, moteur de l'histoire, à savoir le Communisme où la production se fera en fonction uniquement de la consommation et non pas principalement en fonction des profits d'une couche d'exploiteurs: bureaucrates syndicalistes, gestionnaires, ... La technique, les forces productives profiteront alors à l'entière société, alors qu'aujourd'hui comparativement à la fabuleuse technique de cette société, nous vivons dans la misère. Le capitalisme est en décadence et n'a plus de raison d'être dans la mesure où le prolétariat a la capacité de le détruire, et qu'il ne le fait pas. Nous luttons pour la véritable société de consommation contre la société de sous consommation nutritive, intellectuelle dans laquelle nous vivons.

A PROPOS DE LA LOI PEYREFITTE

"..La Justice française rétrograde, on porte atteinte à la Démocratie, la justice "française" est bourgeoise "...A quelques nuances près on a ici résumé les différentes réactions, de la droite à la gauche, face à la Loi Peyrefitte. Cette loi scélérate va rendre notre beau pays invivable et injuste. Et de comparer avec l'Angleterre, patrie du Parlement, berceau de la Démocratie, où il existe un vrai "habéas corpus", où l'accusation doit prouver la culpabilité de l'accusé (l'accusé devant prouver en France son innocence). De plus les policiers qui n'ont que des matraques ne peuvent pas vous demander vos papiers dans la rue et on est si peu sexiste, outre-manche, que les femmes peuvent devenir 1° Ministre et peuvent charger à cheval, matraque au poing tout regroupement vaguement houleux.

God save the queen! Si on comprend aisément le "malaise" et les grèves des masses laborieuses françaises, comment expliquer que les ouvriers britanniques se soient parfois affrontés si durement à l'Etat de Sa Majesté ces dernières années? Sans doute sont-ils trop bêtes pour comprendre le bonheur qu'ils ont de vivre dans la Liberté et la Démocratie...

La justice de France, d'Angleterre, ou d'ailleurs est basée sur le respect de l'appropriation privative de capital, privé, collectif ou étatique et donc basée sur le respect de l'existence du capitalisme, du salariat et de la loi de la valeur. Il est donc vain de rechercher des niveaux de "capitalisme" dans les différents codes civils nationaux, avec études graphiques montrant une "évolution" vers un \oplus ou un \ominus totalement irréels. La justice des nations capitalistes est forcément capitaliste et cela nous suffit. Si des "droits" nous sont octroyés ou enlevés tant mieux ou tant pis; nous n'irons pas bêler pour demander de nouvelles lois ou des abrogations de lois "scélérates". La loi de la valeur est la seule loi vraiment scélérate et c'est la seule qui n'est formulée par aucun code civil, pénal, militaire de la route... C'est pourtant bien celle que nous voulons détruire, celle que masquent toutes les autres lois formulées qui pour un même mode de production sont changeantes, dans le temps et dans l'espace, et de plus, violées à souhait par ceux qui les font. Reste seule la notion de rapport de force (tant que le capital peut nous imposer cette loi, il le fait); c'est-à-dire que nous ne demandons pas le droit d'abolir LA LOI de la valeur, nous cherchons à avoir la force de la détruire.

Toute action de classe, toute action révolutionnaire est fondamentalement indifférente aux législations nationales. Elle tend, même embryonnairement, à renverser la globalité des rapports de production et des rapports sociaux qui en découlent. Dès lors elle se situe au-delà de la polémique action légale-action illégale. Tout au plus les moyens d'intervention que l'on se donne peuvent être modulés par le paramètre "légalité": cette situation se révèle de façon éclatante lors d'interventions internationales; la même intervention révolutionnaire peut-être "légale" dans un pays et "illégale" dans un autre. De même un groupe agissant dans la légalité peut se retrouver dans l'illégalité par suite du vote d'une nouvelle loi. Il ne s'agit donc pas de compulsurer fébrilement le Code Civil avant d'entreprendre quoi que ce soit

Ce qui importe et ce qui détermine toute action révolutionnaire, c'est la lutte prolétarienne en vue de la destruction du capital et donc de tous ses rouages.

TOUR D' HORIZON INTERNATIONAL

POLOGNE:

Une forte vague de grève a lieu actuellement en Pologne. Le mouvement, parti sur des revendications relatives aux hausses de prix des produits de première nécessité, s'est rapidement étendu à la plupart des ports de la Baltique, ainsi que plus ou moins dans l'intérieur du pays. Les mouvements de revendication se sont aussi développés, pour arriver dernièrement aux 21 revendications du comité inter-entreprises de Gdansk. Le mouvement, tout en ayant des cotés positifs : solidarité de classe, etc... ne s'attaque pas au capital; en effet, il reste actuellement en grande partie influencé par le K.O.R. (opposition), et est amené par ce dernier sur le terrain "démocratique", nationaliste, sur le terrain autogestionnaire.

Ce terrain est une impasse pour le prolétariat.

Le terrain du prolétariat c'est celui de l'attaque du centre nerveux du capital, l'attaque de la plus value, par des revendications qui ne doivent pas être considérées comme fin en soi, mais comme devant donner le plus de dynamique possible au mouvement révolutionnaire. Par exemple : baisse massive des heures de travail, toute augmentation de la production doit revenir au prolétariat, (voir "Pour un second manifeste", du F.O.R.)... Cette attaque du Capital ne peut se faire qu'en dehors et contre tous les syndicats. Car tout syndicat qu'il soit "libre" ou non, c'est-à-dire contrôlé totalement ou pas totalement par l'Etat, est un organisme contre-révolutionnaire (voir "Socialisme et décadence" dans le même numéro).

Les révolutionnaires ne peuvent donc que s'opposer à la création de syndicats "libres". De plus, un syndicat réellement libre, indépendant de l'Etat est impossible en période de "paix sociale", dans la mesure où deux organes capitalistes qui ne sont pas en lutte ouverte pour la prise du pouvoir, collaborent plus ou moins étroitement, pour maintenir l'exploitation.

Le gouvernement a déclaré qu'ils ne céderaient pas sur les revendications des grévistes. En fait ils n'estiment pas encore que la situation le nécessite, mais si la situation le nécessite, une partie au moins du capitalisme international, par l'intermédiaire du capitalisme polonais, peut parfaitement céder provisoirement sur les 21 revendications. Si les syndicats officiels ne sont plus aptes à tenir les prolétaires, il s'agira d'en créer des "libres" qui eux seront une arme adaptée aux circonstances dans le cas où le mouvement se cantonnerait sur le terrain gouvernement-opposition. S'il en a besoin l'Etat Polonais peut céder bien plus que ce programme, pour pouvoir mieux détruire le mouvement.

En Pologne comme dans tous les pays du monde, le jeu gouvernement/opposition est bien utile au capital. L'alternative révolution sociale, communisme ou exploitation renforcée et barbare, est ainsi remplacée malgré la lutte du prolétariat, par l'alternative mauvais dirigeant/bon dirigeant. Le prolétariat est ainsi dévoyé de son terrain de classe. Et en effet en Pologne chacune des 21 revendications est sur le terrain gouvernement-opposition. Il ne s'agit pas pour les révolutionnaires de demander de nouveaux syndicats, de nouvelles forces pour le capital, mais de les détruire. Il ne s'agit pas de réclamer "l'accès au médias des représentants de toutes les églises" ni d'afficher les photos du... dans telle ou telle usine en grève, ni d'écouter la messe aux entrées de telle ou telles usines occupées. Mais de détruire la religion comme appui du capital. IL ne s'agit pas de "sortir le pays de la crise", ni de crier "vive la Pologne", ni de lutter pour l'autogestion, mais de détruire le capital



et ainsi toutes les frontières, et toute la misère que nous subissons. Il ne s'agit pas de réclamer "l'échelle mobile des salaires" à l'heure où, seule la révolution sociale est à l'ordre du jour, et donc seules sont à l'ordre du jour les revendications qui attaquent la plus-value et qui n'ont pas à tenir compte de ce que peut nous donner le capital, mais qui visent uniquement à la destruction de celui-ci.

L'Est comme l'Ouest tremble à l'éventualité d'un mouvement révolutionnaire en Pologne, sur lequel peut déboucher la vague actuelle de grève. Et c'est principalement ainsi qu'il faut comprendre les déclarations et actions de personnalités occidentales, leur appui ou à l'"opposition" ou au gouvernement suivant qu'ils estiment que l'une est plus apte que l'autre à contrôler, puis à mater la vague de grève. DE Schmitt, chancelier allemand qui semble avoir opté pour le gouvernement polonais et qui vient de lui offrir un prêt, à Strauss, leader de l'"opposition" allemande qui, lui, soutient l'"opposition" polonaise et voudrait que le prêt en question soit subordonné à la satisfaction des 21 revendications, en passant par les syndicats (CGT soutien au gouvernement, CFDT soutien à l'opposition) et par l'église qui louvoie encore entre "opposition" et gouvernement. Toutes les forces, tous les défenseurs du capitalisme, s'empressent comme des hyènes autour de cette vague de grève, soit pour la dévoyer et l'utiliser, soit pour la détruire au nom des "droits de l'homme" ou de tout autre foutaise. Finalement le prolétariat international et entre-autre polonais, doit donc s'il veut vaincre, s'il veut en finir avec l'esclavage salarié, s'attaquer à toutes les forces capitalistes : "opposition", syndicats, religion etc... pour en faire table rase.

Le 24/08/80

LYBIE IRAN

Deux pays "révolutionnaires", l'un islamique, l'autre "sans classes". Point commun en dehors du fait qu'ils soient "révolutionnaires" : la chasse à l'homme "dissident", en pays étranger. S'ils suivaient leur propre orientation, les dirigeants de ces deux pays devraient s'auto-juger et s'auto-condamner à mort au lieu de rechercher les opposants au régime à l'étranger. En effet les uns comme les autres ont commis des crimes de lèse-majesté si l'on se base sur leurs principes. Kadhafi et les siens parcequ'ils ont flirté avec l'impérialisme US (argent versé à Billy Carter), Khomeiny et les siens parcequ'ils ont planqué à l'étranger des sommes importantes de dollars !

Point commun avec les autres pays de la planète : ils exploitent le prolétariat qu'ils ont entre leurs sales mains et s'en mettent plein les poches.

QU'ILS CREVENT AVEC LES AUTRES !

UGANDA

Encore une fois le capitalisme mondial non content d'assujettir des dizaines de millions d'individus plus ou moins nourris pour le faire vivre, cause la mort par faim de milliers d'individus peu importants (valeur marchande oblige !) dans certaines parties du monde comme en Ouganda principalement dans le nord de la province de Karamoja citée au Nord-Est du pays. Pour donner un aperçu il y a entre cent et cinq cents personnes qui meurent chaque jour depuis quatre mois. Certains estiment qu'ils y a eu plus de quinze mille morts depuis Avril. Ce petit pays, au dire des experts, est encore aujourd'hui capable de nourrir trois fois sa population. Mis à part le problème de la faim vient s'ajouter celui des épidémies et maladies : tuberculose, malaria, choléra et rougeole.

Le monde "humanitaire" s'a pitoie sur le sort des malheureux ougandais, mais comme à chaque fois les causes sont recherchées là où elles ne sont pas, et pour couvrir les apparences on met sur un piedestal les organisations telles que : Croix rouge, médecins sans frontières... qui ne pourront jamais rien résorber car le problème est un problème exclusivement social, mondial et non-point en rapport avec la bonne ou mauvaise politique du bon ou mauvais dirigeant, ou des conditions climatiques particulières d'un quelconque pays. Les morts actuels en Ouganda sont les victimes du monde capitaliste (EST et OUEST confondus). Pour reprendre les termes médicaux "mieux vaut prévenir que guérir". La seule manière de prévenir c'est d'en finir à jamais avec ce monde basé sur le profit.

FRANCE

La grève déclenchée depuis plus d'un mois par les marins pêcheurs de Boulogne s/mer et s'est ensuite propagée à la majeure partie des ports de l'Atlantique et de la méditerranée a pris une tournure assez dure avec le blocus des ports. Cette grève, à l'origine de laquelle se trouve une vague de licenciements prévue par les armateurs, a été très rapidement suivie par celle des artisans pêcheurs pour que soit réduit le prix de leur carburant. Le niveau de détermination atteint par le mouvement et l'impasse actuelle du conflit (avec intervention de la marine nationale pour débloquer les ports) peut déboucher sur un réel conflit de classe à la condition que les salariés marins pêcheurs se débarrassent de tout ce qui entrave déjà leur action et l'entravera encore plus en cas de durcissement. L'implantation syndicale est assez forte dans les ports; CGT et CFDT en tête, c'est-à-dire que toute l'organisation et la potentialité du mouvement sont strictement encadrées par les appareils syndicaux. Malgré le mot d'ordre d'extension de la grève que la CGT a lancé avec succès, il ne faut pas y voir là un acte de remise en cause de son rôle de sabotage et de mystification dans les luttes : le meilleur moyen de prévenir la poussée d'une revendication en période chaude, c'est encore de précéder le mouvement pour mieux le canaliser. Aussi il faut le répéter : le prolétariat des ports devra nécessairement, pour transformer sa lutte en victoire, se débarrasser de tous les freins qui déjà font s'enliser leurs revendications : respect de la légalité, refus d'extension du conflit etc... que les syndicats entérinent. Car depuis un mois que dure la grève, rien de concret n'est apparu ; les armateurs qui en cette période perdent habituellement du fric, se rattrapent avec les jours de grèves non payés et profitent de l'accord tacite du gouvernement qui oppose au blocus des marins la force de la marine nationale. Pour les marins pêcheurs restent donc deux solutions : céder et accepter les négociations qui ne manqueront pas de surgir entre syndicats "responsables" et l'Etat ou les armateurs, ou rechercher une autre voie à leur action en établissant des contacts avec un maximum d'ouvriers (dockers, chantiers navals etc...) et se donner les moyens d'une organisation indépendante capable de lutter contre les syndicats sur un terrain de classe. **Lc 27/01/80**

ADRESSES DU F.O.R. HORS DE FRANCE:

Espagne (ALARMA): écrire à l'adresse suivante sans autre mention:

Apdo 5355, Barcelona

Grèce (SYNAVERMOS): écrire pour l'instant à l'adresse de Paris

GROUPE SYMPATHISANT:

U.S.A. (The ALARM): écrire à:

FOCUS, Box 26481 Custom House, San Francisco

Imprimerie: Ed. F.L.

33 rue des Vignoles, 75020

Dépôt légal: 3^e trimestre 1980

Directeur de la publication:

P. Maréchal

Commission paritaire: n°61890

Pour toute correspondance:

ALARME

Boite Postale 357
75625 Paris cedex 13

Sommaire

- Boulogne : Ni fascisme ni anti-fascisme, lutte de classe.....p1
- JO : encore une médaille pour le Capital.....p4
- A propos du Comité d'Intérim.....p5
- Texte du comité d'intérim.....p7
- Le Pape défenseur... du capitalisme.....p13
- Pour une poignée de dollars.....p14
- Décadence et syndicalisme.....p14
- Les vacances.....p16
- A propos de la loi Peyrefitte.....p17
- Tour d'horizon international.....p18